

Enquête

WAVESTONE

Mouvement
des **Entreprises**
de **France** 

Résilience et autonomie numériques

Quand l'impératif stratégique
se heurte à la réalité opérationnelle.

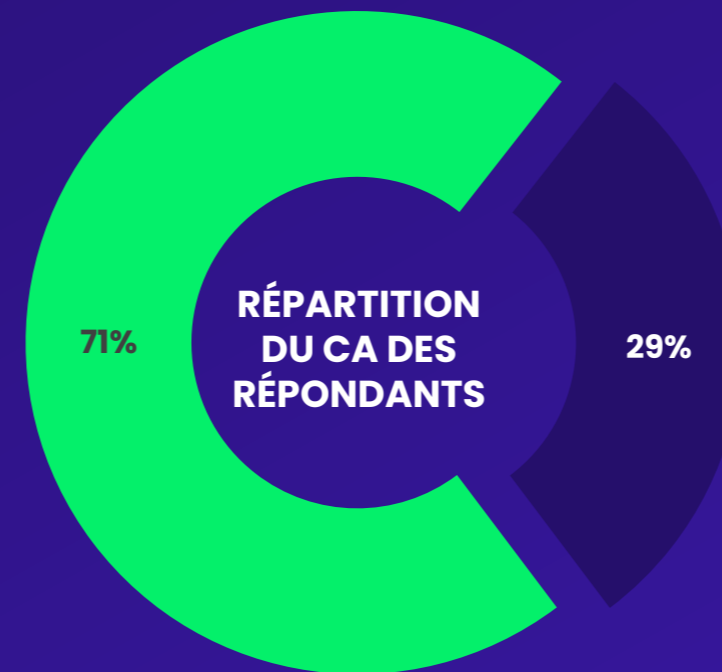


À propos de l'enquête

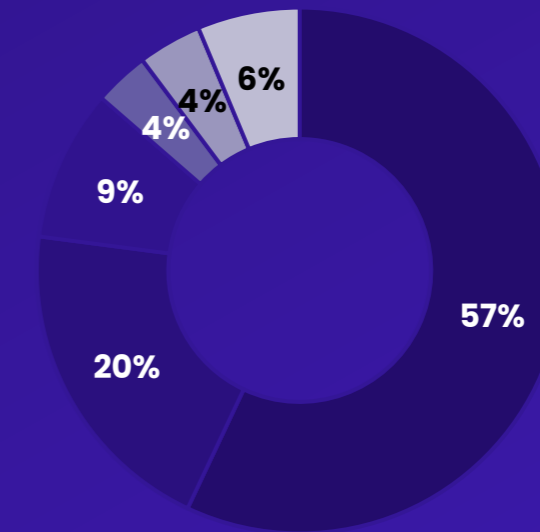
Le MEDEF et Wavestone ont interrogé plus de 500 dirigeants d'entreprises françaises, tous secteurs confondus.

La taille des organisations ayant répondu est la suivante :

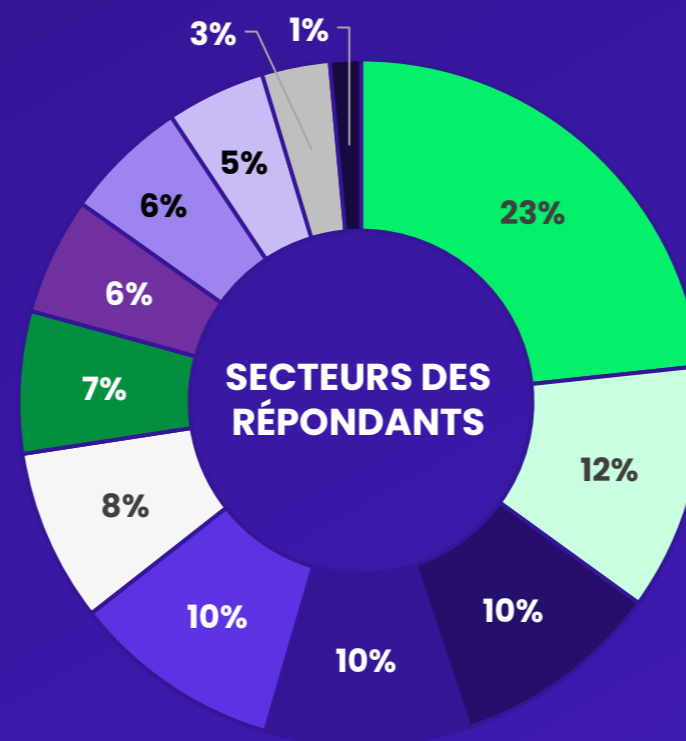
- **37% TPE** (moins de 10 salariés)
- **39% PME** (10 à 249 salariés)
- **12% ETI** (250 à 4999 salariés)
- **12% grandes entreprises** (+5000 salariés)



- Organisations avec 100% de leurs CA en France
- Organisations avec un CA International



- France
- Europe, hors France
- Etats-Unis
- Chine
- Moyen-Orient & Afrique
- Autre



- Conseil / Services aux entreprises
- Télécoms / Numérique
- Banque / Assurance
- Industrie
- BTP / Construction / Immobilier
- Retail & Distribution
- Secteur public, éducation & recherche
- Santé & Industrie pharmaceutique
- Services aux consommateurs et divertissement
- Agriculture & Agroalimentaire
- Énergies & Utilities
- Autre

01. UN TISSU ÉCONOMIQUE PROFONDÉMENT PARTAGÉ FACE À LA RÉSILIENCE ET À L'AUTONOMIE NUMÉRIQUES



Une **dépendance numérique largement identifiée, mais encore inégalement prise en compte dans les stratégies**

Les entreprises sont **lucides sur leurs dépendances sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique** : le Cloud, l'IA et les infrastructures étant identifiés comme les segments les plus à risque (52%). Cette prise de conscience reste toutefois très hétérogène dans sa traduction opérationnelle. Le paysage apparaît **fortement polarisé**, avec deux blocs d'entreprises de taille quasi équivalente qui divergent à la fois dans la perception de l'enjeu et dans les actions engagées. Près de la moitié des entreprises déclarent **avoir engagé de premières actions** pour renforcer leur résilience numérique (48 %). À l'inverse, une part presque équivalente demeure **plus prudente ou attentiste** : **45 %** des organisations reconnaissent consacrer un effort faible, voire inexistant, à ces sujets. À horizon trois ans, **cette fracture stratégique semble appelée à perdurer**. D'un côté, 54 % des dirigeants considèrent la résilience numérique comme un levier de compétitivité important, voire critique. De l'autre, 46 % ne l'inscrivent pas encore comme un levier structurant de leur stratégie.

02. UNE GOUVERNANCE DE LA RÉSILIENCE NUMÉRIQUE QUI VARIE FORTEMENT SELON LA TAILLE DES ORGANISATIONS



43%
des actions de résilience numérique sont pilotées par la direction générale ou le comité exécutif

Cette tendance moyenne masque toutefois des différences nettes selon la taille des organisations. Dans les entreprises de taille intermédiaire ou plus modestes, la résilience numérique reste **avant tout une décision impulsée directement par le dirigeant**, qui en porte l'orientation et les arbitrages. À l'inverse, **dans les grands groupes, le pilotage bascule plus fréquemment vers les fonctions technologiques**. Les équipes opérationnelles – RSSI, CTO et surtout DSI – pilotent **52 % des initiatives**, contre **30 % seulement pour les équipes dirigeantes**. Parmi ces acteurs, **les DSI apparaissent comme les fonctions les plus mobilisées (30 %)**. Cette configuration traduit la structuration progressive du sujet dans les grandes organisations, où la résilience numérique est intégrée dans la gouvernance technologique et opérationnelle, plutôt que traitée uniquement au niveau de la direction générale.

03. ENTRE PROTECTION ET VOLONTARISME : DES STRATÉGIES CONTRASTÉES FACE AUX DÉPENDANCES



52%
des entreprises
intègrent la
résilience
numérique
comme un
critère de
décision dans
leur choix de
solutions

Les réponses des dirigeants révèlent **des divergences marquées dans les actions engagées pour renforcer la résilience numérique**. Deux blocs se distinguent : d'un côté, les entreprises qui **intègrent explicitement ce critère dans leurs décisions** ; de l'autre, celles qui **ne se sont pas encore saisies du sujet (23 %) ou continuent de s'appuyer sur les grands acteurs historiques (22 %)**.

La stratégie dominante consiste à **limiter les risques de dépendance**. Près de **48 % des entreprises privilégient des mesures de protection**, via la diversification des fournisseurs (19 %), le renforcement de la réversibilité (17 %) ou des clauses contractuelles limitant le verrouillage technologique (12 %).

Parallèlement, **une approche plus volontariste émerge** : **31 % des répondants déclarent privilégier des alternatives européennes ou contribuer à leur développement**, afin de réduire les dépendances structurelles.

Enfin, **l'engagement financier reflète ce clivage**. En excluant les entreprises ne s'étant pas encore saisies du sujet, **44 % se disent prêts à investir significativement pour réduire leur dépendance**, tandis que les autres restent plus prudentes.

04. DES ALTERNATIVES EUROPÉENNES ENCORE JUGÉES INSUFFISAMMENT MATURES



29%
des entreprises
considèrent
l'identification
de solutions
européennes
matures et
compétitives
comme
principale
difficulté

L'enquête met en évidence la difficulté des entreprises à identifier des alternatives européennes crédibles. Cette situation nourrit notamment **une inquiétude quant à une possible perte de performance** associée à ces solutions (15 %).

Dans ce contexte, **l'émergence d'alternatives compétitives apparaît comme le premier levier pour renforcer la résilience numérique (38 %)** : les entreprises appellent clairement à l'émergence de **champions européens capables de rivaliser avec les acteurs dominants**.

Le coût de la transition, qu'il soit technique, organisationnel ou contractuel, constitue également l'un des principaux freins (24 %). Dans ce cadre, **la mise en place d'incitations financières est identifiée comme un levier clé** pour accompagner ces transformations (22 %). Face à ces difficultés, **24 % des entreprises sont prêtes à mutualiser leurs efforts** au travers d'initiatives collectives ou sectorielles pour réduire leurs dépendances numériques.

Résilience numérique: une dynamique engagée mais encore très inégale

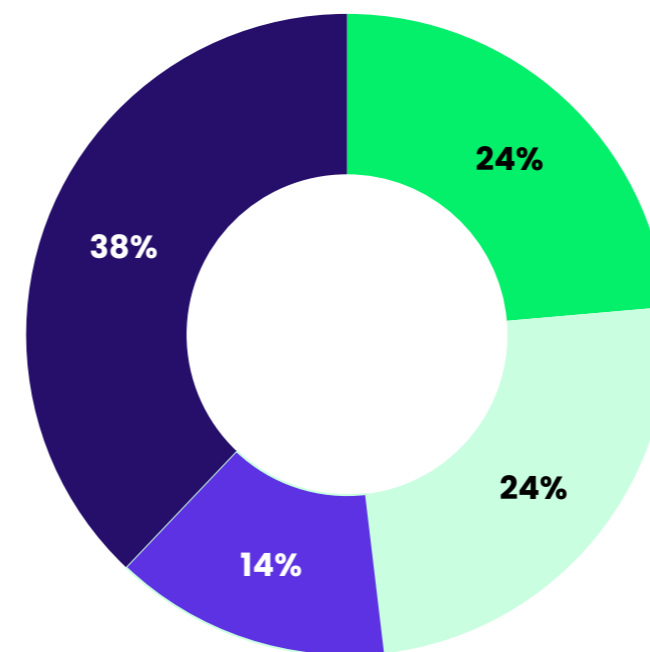
La résilience numérique s'impose progressivement dans l'agenda des entreprises, mais de manière encore très contrastée : près de la moitié des répondants (48 %) déclarent avoir déjà engagé des actions concrètes, signe d'une prise de conscience croissante dans un contexte géopolitique incertain.

À l'inverse, **une part importante des organisations reste dans une posture plus attentiste** : plus d'un tiers des entreprises (38 %) indiquent n'avoir, à ce stade, engagé aucune démarche spécifique.

La taille de l'organisation apparaît également comme un facteur structurant. **Plus de 70 % des grandes entreprises ont déjà engagé des actions**, qu'elles soient encore préventives ou déjà intégrées dans une stratégie plus formalisée. **À l'inverse, les TPE apparaissent nettement en retrait : 55 % d'entre elles n'ont initié aucune action**, ce qui traduit très probablement des contraintes de moyens et de capacité d'action.

L'analyse sectorielle met également en évidence des dynamiques différenciées. Les entreprises du numérique apparaissent en tête, avec 75 % d'entre elles ayant déjà engagé des actions. Elles sont suivies par les secteurs financier et du retail, où plus d'une entreprise sur deux (55 %) s'est déjà saisie du sujet.

À la suite des derniers événements géopolitiques, votre organisation a-t-elle engagé des actions spécifiques dans le domaine de la résilience numérique ?



- Non, aucune action engagée à ce stade
- Non, mais nous prévoyons d'engager des actions dans les 12 prochains mois
- Oui, mais de manière exploratrice ou préventive
- Oui, dans le cadre d'une stratégie formalisée de renforcement de la résilience et de l'autonomie numérique

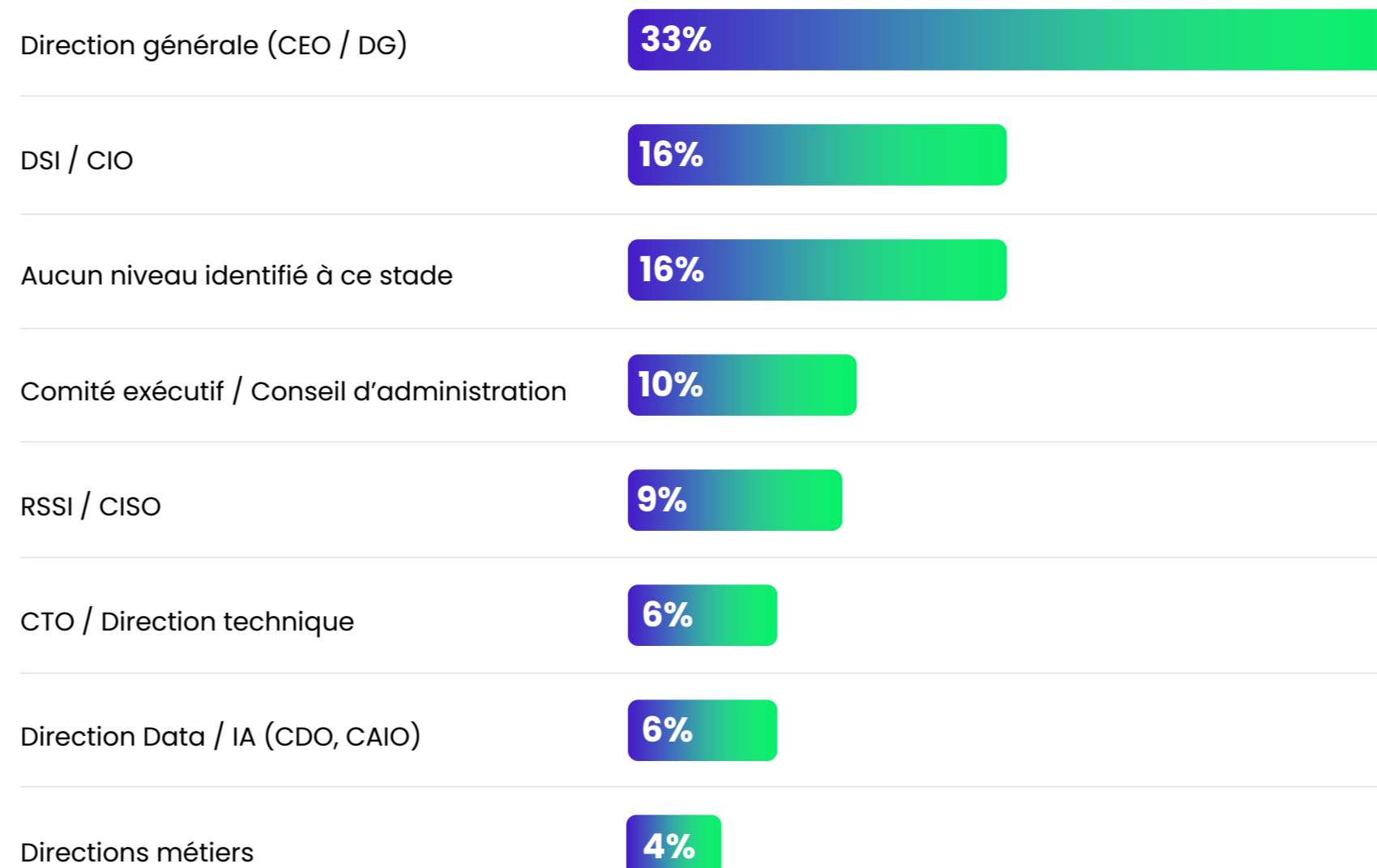
Une gouvernance de la résilience numérique qui varie selon la taille des entreprises

Les résultats montrent que les actions visant à renforcer la résilience numérique sont fréquemment portées au plus haut niveau de gouvernance : **43 % des initiatives sont directement impulsées par les Directions générales ou les Comités exécutifs**. Elles sont suivies par les fonctions technologiques – DSI, RSSI et CTO – qui en assurent le pilotage dans 31 % des cas.

Deux logiques se dessinent toutefois nettement selon la taille des organisations. Dans les structures les plus petites, ces initiatives sont majoritairement portées au plus haut niveau, par les dirigeants eux-mêmes : TPE (48 %) et PME (46 %). À l'inverse, dans les grands groupes, le pilotage s'opère davantage au sein des directions spécialisées – RSSI, CTO et DSI – qui apparaissent comme les acteurs les plus mobilisés (52 %).

Au sein de ce trio technologique, les DSI se distinguent comme les interlocuteurs les plus fréquemment engagés, signe que la résilience numérique tend désormais à dépasser le seul registre de la gestion des risques pour s'inscrire dans une approche plus globale de maîtrise des dépendances technologiques et de leurs impacts, qu'ils soient financiers (vendor lock-in), opérationnels ou réglementaires.

À quel niveau ces actions ont-elles été prises en charge dans votre entreprise ?



Des niveaux d'engagement contrastés face aux enjeux

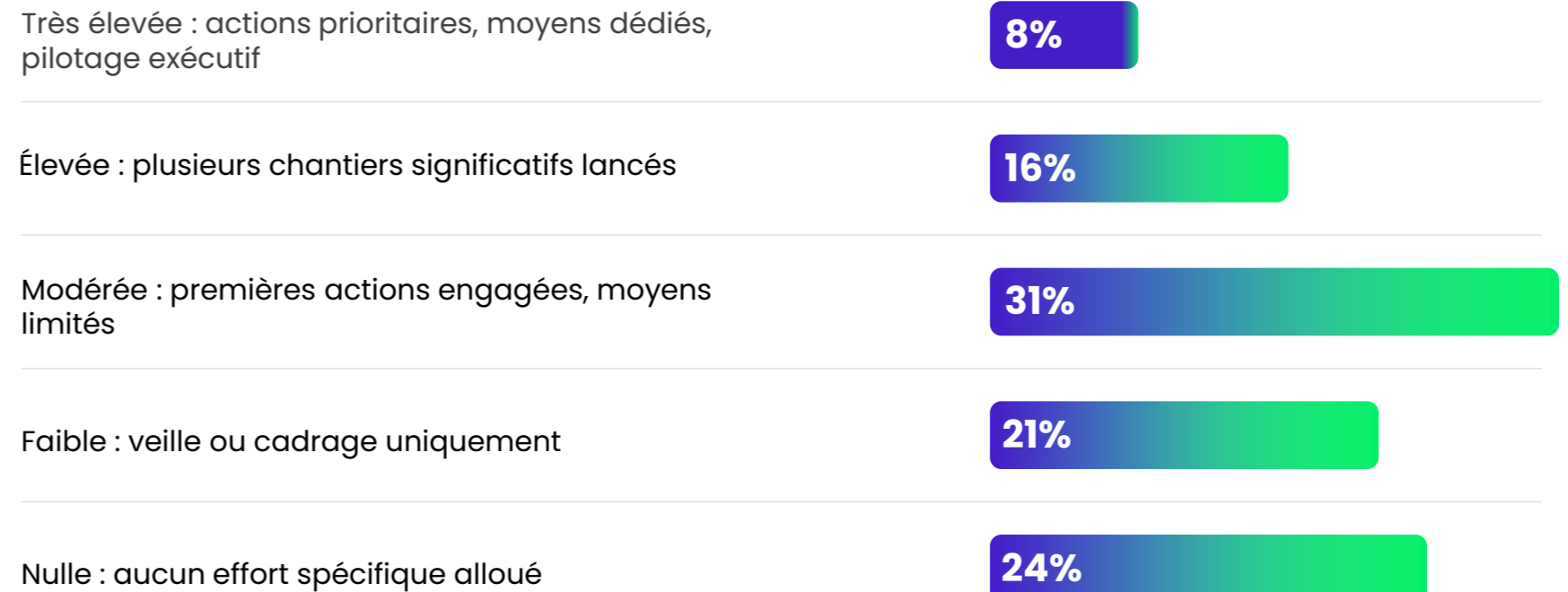
L'intensité des efforts consacrés au renforcement de la résilience numérique révèle, là encore, **une polarisation marquée**. **45 % des entreprises déclarent y consacrer peu ou pas d'efforts**, tandis que **55 % indiquent s'y investir de manière plus significative**.

Les écarts apparaissent particulièrement marqués **selon la taille des organisations**. Les TPE restent en retrait, **59 % d'entre elles déclarant un engagement limité (faible ou nul)**, tandis que **les grandes entreprises se distinguent par un niveau d'investissement nettement plus élevé (71 %)**.

L'analyse sectorielle confirme également **des dynamiques différenciées**. Les entreprises du **numérique et des télécoms**, ainsi que **les banques et assurances**, se distinguent par les niveaux d'engagement les plus élevés face à ces enjeux (**80 % et 67 % respectivement**).

Une tendance se dessine : **l'intensité des efforts engagés varie largement selon les moyens dont disposent les organisations pour traiter ces enjeux**. Les entreprises disposant des ressources techniques et financières nécessaires s'investissent davantage, tandis que **les structures plus petites restent plus contraintes dans leur capacité d'action**.

Quelle est l'intensité des efforts alloués à ces actions ?



Une dépendance perçue sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique

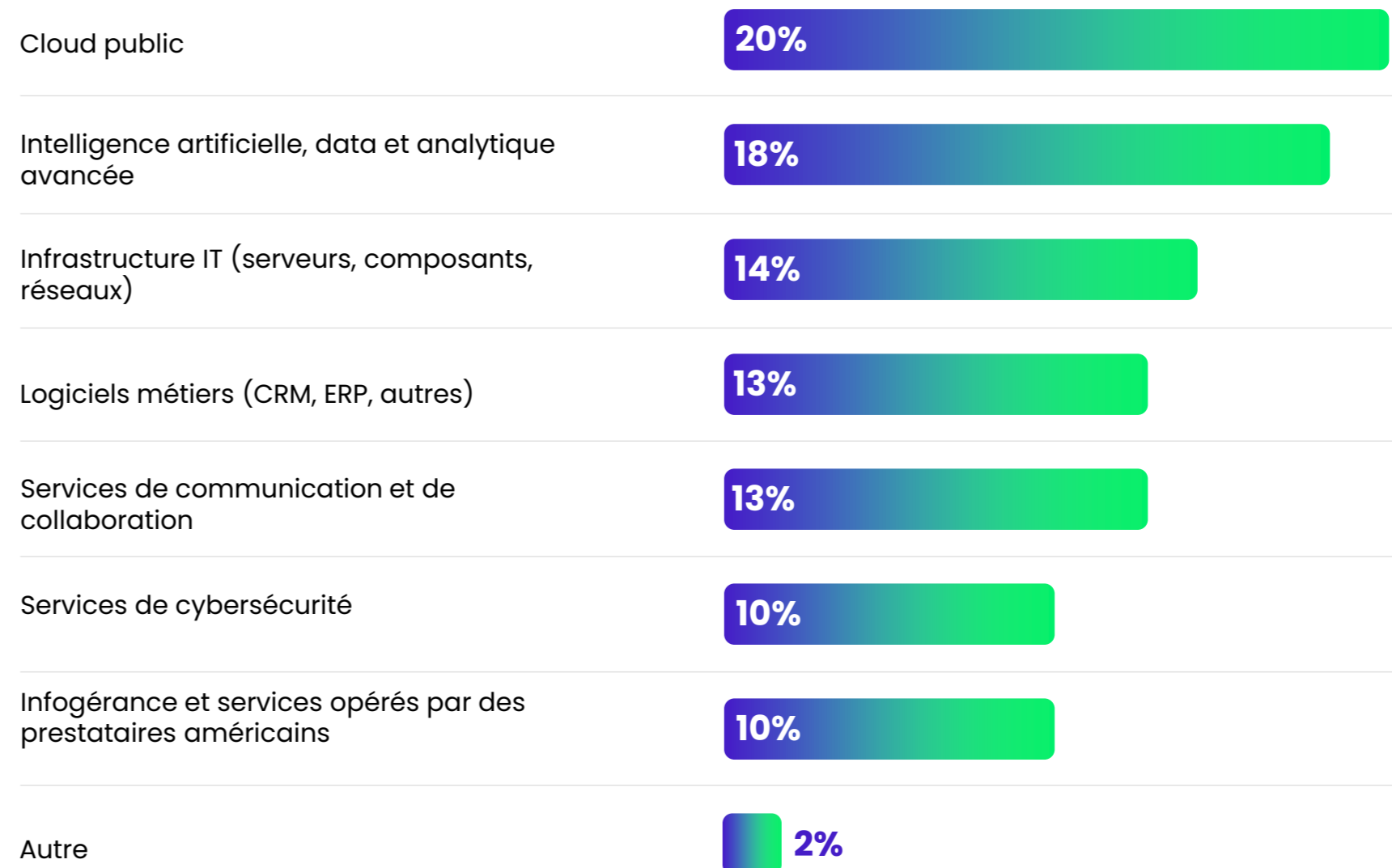
Les résultats montrent que les vulnérabilités sont perçues tout au long de la chaîne de valeur du numérique. Le cloud public (20 %) et l'intelligence artificielle (18 %) concentrent toutefois les inquiétudes les plus fortes.

Cette hiérarchie fait écho aux dynamiques actuelles du marché, marquées par la domination des hyperscalers américains sur le cloud et par l'essor rapide des services d'IA, largement développés par des acteurs américains et déployés sur leurs infrastructures. Ces évolutions renforcent mécaniquement les dépendances technologiques et alimentent les préoccupations des entreprises en matière de résilience et d'autonomie numériques.

Au-delà du cloud et de l'IA, les vulnérabilités perçues s'étendent à l'ensemble des briques du système d'information. Les dépendances concernent aussi bien les infrastructures (14 %), les logiciels cœur de métier (13 %), les services collaboratifs (13 %) que la cybersécurité (10 %), traduisant un empilement de fragilités sur l'ensemble de la chaîne de valeur numérique.

Dans un contexte de tensions potentielles avec les États-Unis, c'est ainsi toute la colonne vertébrale du système d'information qui apparaît exposée à des dépendances extra-européennes, confirmant que les enjeux de résilience et d'autonomie numériques dépassent largement le prisme d'un domaine technologique isolé.

Quels domaines vous semblent les plus vulnérables en cas de tensions avec les États-Unis ?



> Focus : Comment évaluer sa dépendance numérique ? L'Indice de Résilience Numérique (IRN)

Une initiative collective pour mesurer et piloter les dépendances numériques

L'IRN est une initiative visant à fédérer acteurs publics et privés autour d'un « standard de place ».

Portée par l'association loi 1901 **aDRI – a Digital Resilience Initiative**, elle a été initiée par **trois acteurs privés** et rapidement rejointe par **des partenaires publics**.

Elle a été officiellement lancée à **Bercy** en février 2026 par **la ministre déléguée au Numérique et à l'Intelligence artificielle**.

Avec l'appui de l'État, l'ensemble de l'écosystème s'accorde sur une **méthode commune** pour mesurer la souveraineté numérique des organisations, en s'appuyant sur une **gouvernance public-privé indépendante**.

Deux objectifs principaux

01 Offrir aux entreprises une vision claire et objectivée de leurs dépendances numériques pour faciliter la prise de décision stratégique

02 S'inscrire dans une démarche reconnue, aligner le marché autour d'un référentiel commun et discutable au plus haut niveau de décision

Une méthodologie structurée autour de 8 piliers

Résilience stratégique

Résilience économique & juridique

Résilience data & IA

Résilience opérationnelle

Résilience supply-chain

Résilience technologique

Résilience sécurité

Résilience environnementale

L'aDRI, un tiers de confiance indépendant et garant de la robustesse méthodologique du référentiel IRN

L'aDRI détient les droits de propriété intellectuelle du référentiel IRN et pilote son évolution (mise à jour des critères, prise en compte de menaces émergentes) en s'appuyant sur un **comité méthodologique** composé d'experts indépendants ainsi que sur un **comité écosystémique** d'acteurs de l'offre numérique.

Les missions clés de l'aDRI : gouverner le standard

Accréditer et labelliser : L'association **accrédite** les organismes habilités à former à la méthodologie IRN ; elle autorise, par délégation, les acteurs pouvant **labelliser** ou certifier les entreprises et actifs numériques selon le standard IRN.

Former et acculturer : L'aDRI développe, directement ou via des véhicules de projet **des programmes de formation** et **des outils pédagogiques innovants** comme la Fresque de l'autonomie numérique pour sensibiliser aux enjeux de dépendance numérique

Animer l'écosystème : L'aDRI **anime la communauté européenne et internationale** des experts et décideurs de la résilience numérique : retour d'expérience, alignement des pratiques, amélioration continue du référentiel

 En savoir plus sur l'IRN et sa méthodologie : [aDRI – Indice de Résilience Numérique](#)

Résilience numérique : des trajectoires contrastées selon la taille des entreprises

L'enquête met en évidence une forte polarisation des entreprises face aux enjeux de résilience et d'autonomie numériques.

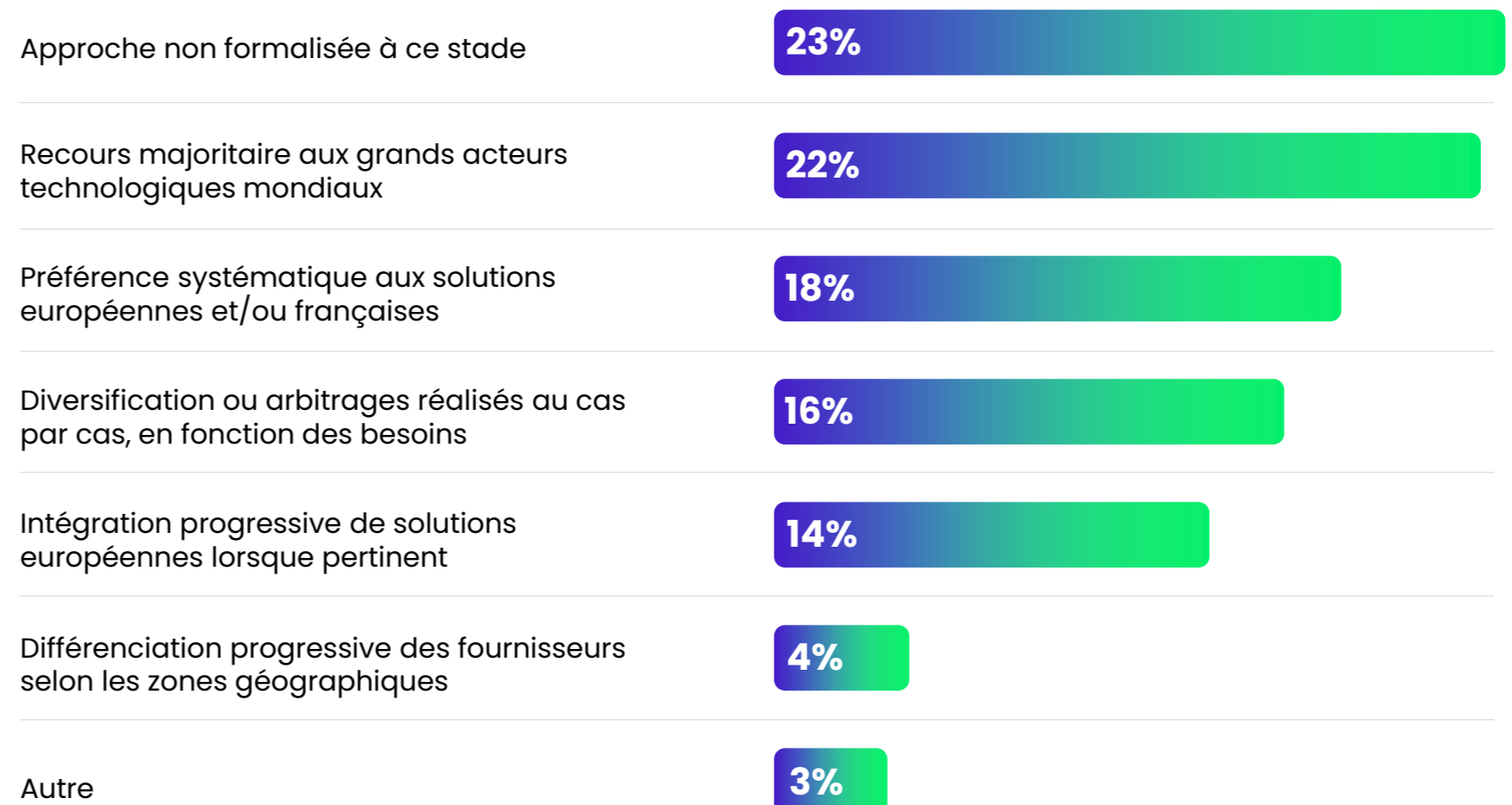
Près de 52 % des organisations intègrent désormais ces sujets dans leurs critères de décision, en particulier dans leur stratégie d'achat. Cette orientation se traduit par l'intégration progressive ou systématique de solutions européennes et/ou françaises (34 %), par des arbitrages réalisés au cas par cas (16 %) ou, plus marginalement, par une différenciation des fournisseurs selon leur zone géographique (4 %).

À l'inverse, une part significative du tissu économique demeure plus attentiste. Certaines entreprises continuent de s'appuyer majoritairement sur les grands acteurs technologiques mondiaux (22 %), tandis que d'autres ne se sont pas encore réellement emparées du sujet (23 %).

Ces positionnements varient sensiblement selon la taille des organisations. Les TPE (37 %) et les PME (32 %) apparaissent les plus enclines à privilégier des solutions européennes, quand cette proportion chute à 20 % dans les grandes entreprises de plus de 5 000 salariés. Ces dernières sont également celles qui affichent la plus forte dépendance aux grands acteurs technologiques mondiaux, près de 40 % déclarant encore recourir majoritairement à leurs solutions.

Si la prise de conscience progresse, elle peine ainsi à se traduire en une dynamique homogène à l'échelle du tissu économique, révélant des trajectoires encore très différenciées dans l'intégration des enjeux de résilience et d'autonomie numériques.

Jusqu'à-là, comment qualifiez-vous la situation de votre entreprise en matière de résilience et d'autonomie numériques ?



Réduire les dépendances : une stratégie encore majoritairement défensive

Les entreprises déploient **des actions de nature différente** pour renforcer leur résilience et leur autonomie numériques, faisant apparaître **plusieurs dynamiques distinctes**.

La première stratégie, majoritaire (**48 %**), consiste à **réduire les risques de dépendance** en agissant sur les relations fournisseurs : diversification des prestataires (**19 %**), renforcement de la réversibilité (**17 %**) ou intégration de clauses contractuelles visant à limiter le verrouillage fournisseur (**12 %**).

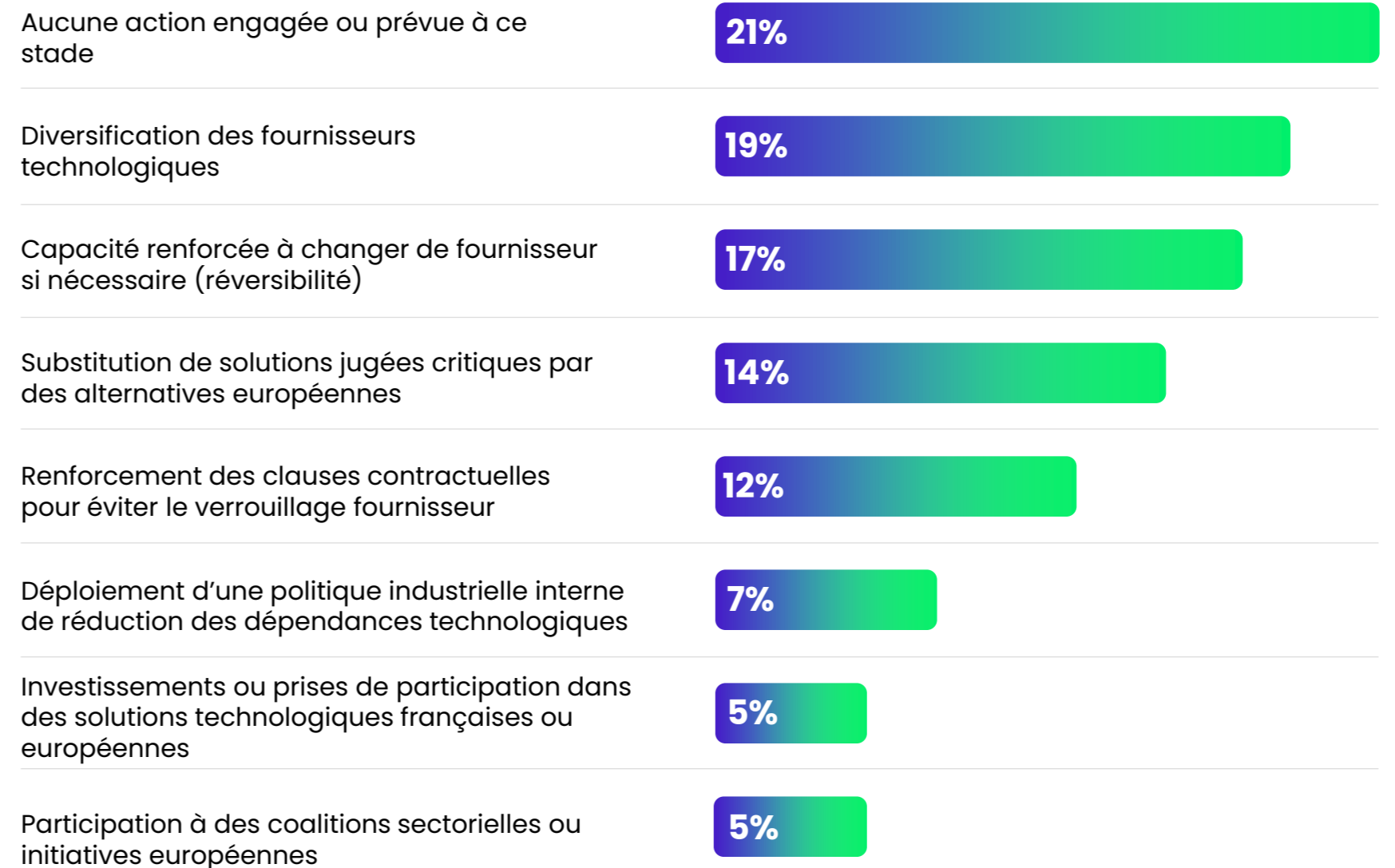
En parallèle, **une approche plus volontariste émerge** : près d'un tiers des répondants (**31 %**) déclarent **s'orienter vers des alternatives européennes ou contribuer à leur émergence**.

À l'inverse, **la structuration de stratégies industrielles de réduction des dépendances demeure marginale** : seules 7 % des entreprises ont engagé une démarche interne formalisée.

Ces choix varient toutefois **selon la taille des organisations**. Les grandes entreprises, nettement plus engagées (**seulement 5 % sans action prévue**), mobilisent davantage **des leviers structurants**, comme le déploiement de politiques internes de réduction des dépendances (**13 %**) ou le renforcement des clauses contractuelles (**21 %**).

À l'inverse, **plus de 30 % des petites entreprises n'ont prévu aucune action à ce stade**, ce qui traduit très probablement **un niveau de structuration et de moyens plus limité face à ces enjeux**.

Quelles sont les trois actions principales que votre organisation a déjà engagées ou prévoit d'engager dans les 12 prochains mois pour renforcer sa résilience et son autonomie numériques ?



La résilience numérique ne fait pas encore consensus en tant que levier de compétitivité

Les résultats mettent en évidence un clivage net dans la manière dont les entreprises appréhendent la résilience et l'autonomie numériques comme leviers de compétitivité à moyen terme.

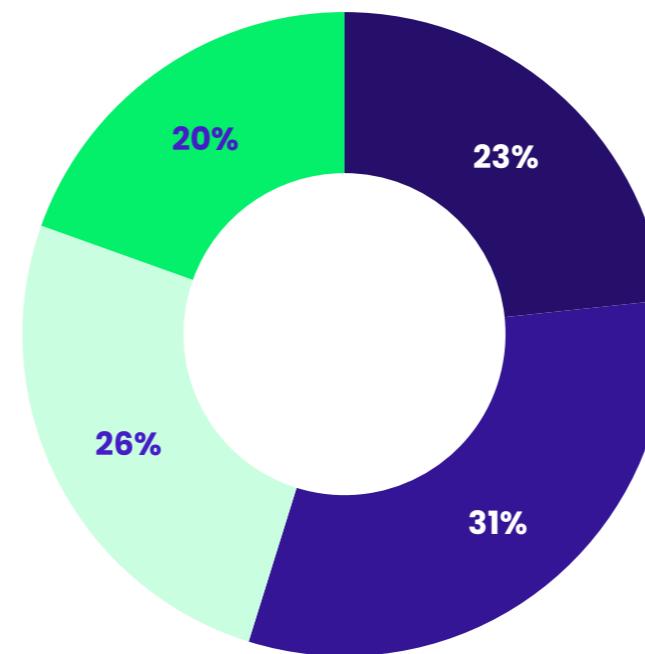
Si 54 % des répondants les considèrent comme des facteurs importants, voire critiques, une proportion encore significative (46 %) continue de les percevoir comme des enjeux secondaires ou modérés, traduisant une fracture persistante dans les visions stratégiques.

Cette divergence se retrouve également au niveau sectoriel. Les secteurs bancaire et assurantiel (67 %) ainsi que celui du numérique (77 %) identifient clairement la résilience numérique comme un levier de compétitivité majeur. Cette sensibilité accrue s'explique à la fois par leur forte dépendance à des systèmes d'information critiques et par un cadre réglementaire particulièrement exigeant, notamment dans le secteur financier.

À l'inverse, les secteurs du BTP et de l'immobilier apparaissent, à ce stade, nettement moins mobilisés : pour 71 % des répondants, la résilience numérique n'est pas encore perçue comme un déterminant clé de la compétitivité.

Dans l'ensemble, les réponses révèlent ainsi des niveaux d'appréciation très contrastés du rôle de la résilience et de l'autonomie numériques, confirmant une intégration encore inégale de ces enjeux dans les stratégies de compétitivité à moyen terme.

À horizon 3 ans, dans quelle mesure considérez-vous la résilience et l'autonomie numériques comme des leviers de compétitivité pour votre organisation ?



- Critiques : déterminants pour assurer la continuité de nos opérations
- Importants : un avantage compétitif significatif
- Modérés : des sujets importants mais non prioritaires
- Faibles : d'autres enjeux priment à cet horizon

Des niveaux d'investissement contrastés selon la taille et les secteurs des organisations

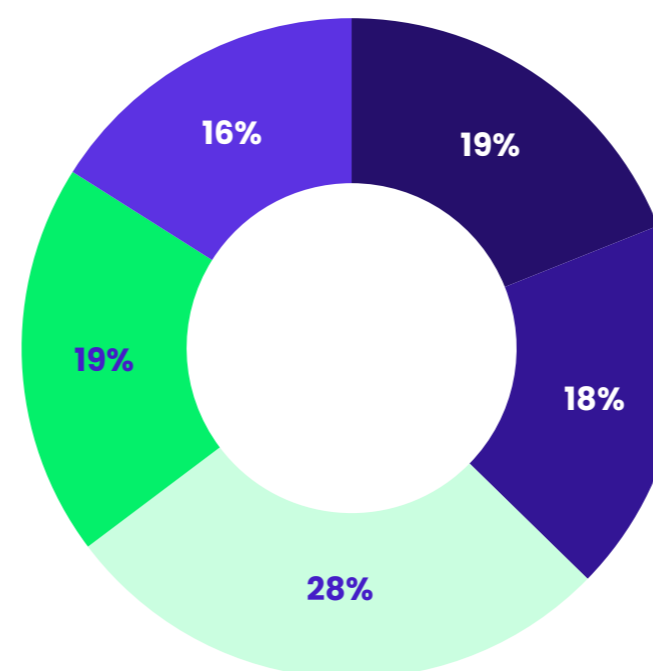
Dans l'ensemble, les résultats témoignent d'une disposition croissante à investir pour renforcer la résilience et l'autonomie numériques. En excluant les répondants ne se prononçant pas, près de la moitié des entreprises (44 %) se déclarent prêtes à engager des investissements significatifs ou majeurs, tandis que plus de 77 % envisagent, a minima, des investissements ciblés.

La taille des organisations apparaît toutefois déterminante dans le niveau d'engagement financier. Les grandes entreprises se positionnent de manière plus tranchée, avec peu d'hésitation : seules 17 % déclarent n'envisager aucun investissement spécifique ou ne pas être en mesure de se prononcer. À l'inverse, les TPE se distinguent par un niveau d'incertitude sensiblement plus élevé, près de la moitié indiquant ne prévoir aucun investissement dédié ou ne pas disposer de la visibilité nécessaire pour se positionner.

Les ETI se démarquent par un positionnement plus volontariste. En excluant les répondants ne se prononçant pas, 65 % d'entre elles se déclarent prêtes à consacrer plus de 2 % de leur budget numérique annuel à la réduction de leurs dépendances, confirmant un rôle intermédiaire mais moteur dans la dynamique d'investissement.

Enfin, des écarts sectoriels marqués complètent cette lecture. Certains secteurs demeurent plus réticents, à l'image du BTP, de la construction et de l'immobilier, où seules 21 % des entreprises envisagent d'investir plus de 2 % de leur budget numérique annuel. À l'inverse, les secteurs du numérique et des télécoms affichent une volonté d'investissement nettement plus affirmée : 58 % des entreprises y déclarent être prêtes à consacrer plus de 2 % de leur budget, traduisant un niveau de maturité et de priorisation plus élevés, et sans doute des capacités d'investissement plus conséquentes.

Quel niveau d'investissement vous semble acceptable pour renforcer votre résilience et votre autonomie numériques ?



- Un investissement majeur (plus de 5 % du budget numérique annuel)
- Un investissement significatif (de 2 à 5 % du budget numérique annuel)
- Un investissement ciblé (moins de 2 %)
- Aucun investissement spécifique envisagé
- Ne sait pas

Des freins structurels encore majeurs à l'autonomie numérique

La mise en œuvre de stratégies d'autonomie et de résilience numériques demeure freinée par plusieurs obstacles structurants.

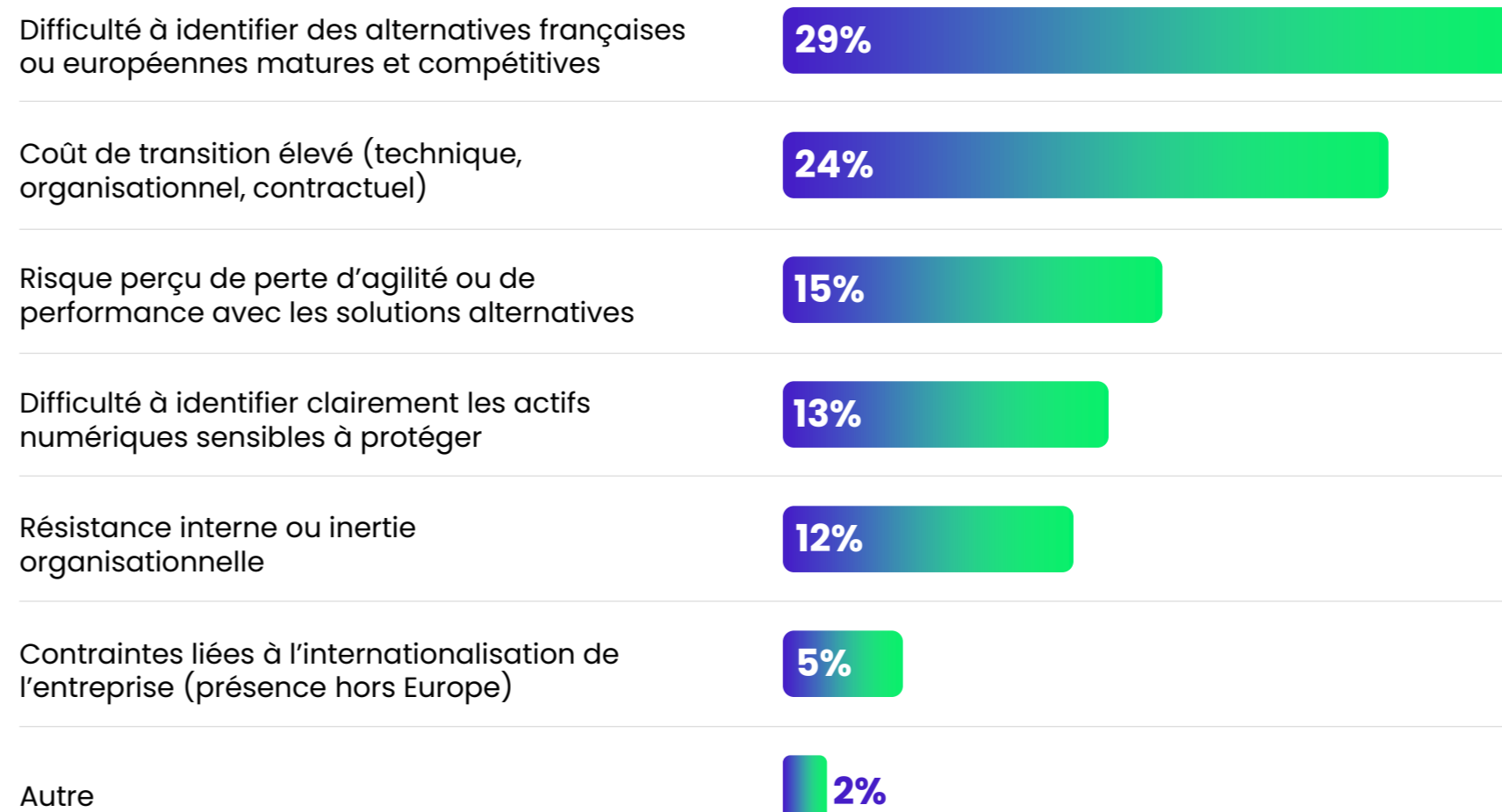
Le manque d'alternatives européennes matures et compétitives constitue le principal frein identifié par les entreprises (29 %), qui peinent encore à identifier des solutions crédibles susceptibles de se substituer aux acteurs américains.

À ces difficultés s'ajoutent des interrogations persistantes sur la performance et l'agilité des alternatives existantes : 15 % des entreprises redoutent une perte potentielle en cas de transition, traduisant des doutes quant à leur niveau de maturité et à leur capacité à répondre aux exigences opérationnelles.

Même lorsque des solutions sont identifiées, le coût de la transition reste dissuasif. Près d'un quart des entreprises (24 %) pointent des coûts jugés trop élevés – qu'ils soient techniques, organisationnels ou contractuels – freinant l'engagement dans des stratégies de transformation plus ambitieuses.

Ces obstacles apparaissent largement partagés, indépendamment du secteur d'activité ou du périmètre géographique des entreprises, qu'elles opèrent exclusivement en France ou à l'international. **Ils traduisent ainsi des freins structurels communs à l'ensemble du tissu économique**, dans le déploiement de stratégies d'autonomie et de résilience numériques..

Quels sont, selon vous, les principaux défis dans la mise en œuvre d'une stratégie numérique adaptée au nouveau contexte géopolitique ?



> Focus : Comment identifier des alternatives européennes ? Eurostack

Une initiative européenne visant à rendre plus lisible l'écosystème numérique européen

EuroStack est une **initiative européenne** apparue en **2024**, dans le cadre de **discussions** menées au **Parlement européen** sur les enjeux de dépendance numérique.

Elle réunit des acteurs issus de l'industrie, du monde académique, des institutions européennes et de la société civile.

Le recours massif à des solutions numériques non européennes, combiné à la dispersion de l'offre existante en Europe, **complique la lecture globale des capacités disponibles** et l'identification d'alternatives crédibles.

EuroStack s'inscrit en réponse à cette difficulté de lisibilité, notamment au travers de son **European Catalogue Project**, qui vise à structurer et rendre plus accessible l'information relative aux solutions numériques européennes existantes.

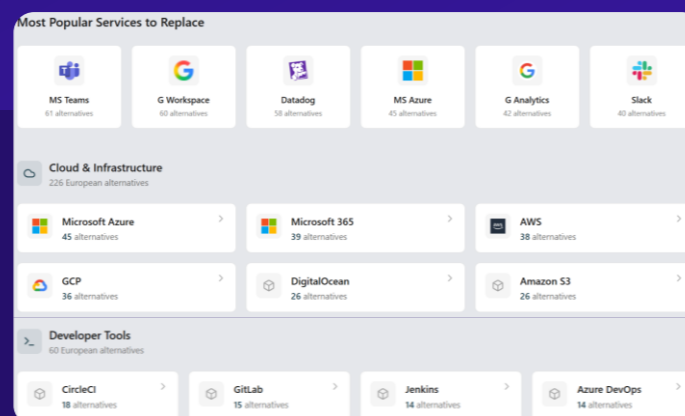
Le European Catalogue Project : une cartographie des solutions numériques européennes



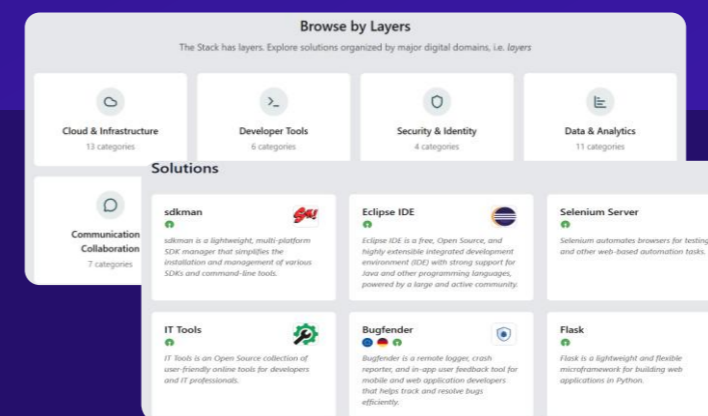
Eurostack met à disposition une **cartographie des solutions numériques européennes disponibles** afin de rendre **visible, comparable** et **actionnable** l'offre numérique européenne couche par couche (Cloud, data, Cybersecurité etc).

Les solutions sont organisées et référencées par grands piliers fonctionnels correspondant aux couches clés d'un système d'information moderne. Elles sont associées à des fiches synthétiques permettant d'en comprendre rapidement le positionnement et le périmètre fonctionnel

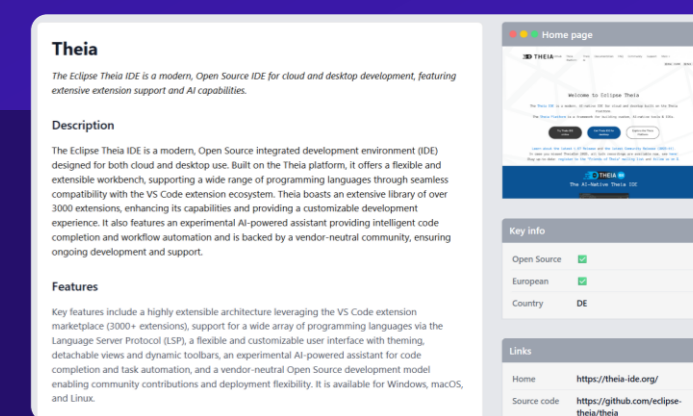
Lien vers le catalogue : [EuroStack – European Open Solutions for Digital Sovereignty](https://eurostack.eu)



Alternatives européennes à un service spécifique



Alternatives européennes par périmètre fonctionnel



Fiche solution & ressources associées

Une porte d'entrée pour appréhender l'offre européenne existante

Le **European Catalogue Project** n'a pas vocation à recommander ou certifier des solutions. Il constitue avant tout un point de départ pour disposer d'une vision d'ensemble de l'écosystème numérique européen existant.

Il permet aux organisations d'identifier les **domaines fonctionnels pour lesquels des solutions européennes sont aujourd'hui référencées.**

 [En savoir plus sur Eurostack : EuroStack | Building Europe's digital future](https://eurostack.eu)

Faire émerger des champions européens : le levier décisif

Le développement **d'alternatives européennes plus matures et compétitives** apparaît clairement comme **le levier prioritaire (38 %) pour renforcer la résilience et l'autonomie numériques**. Les entreprises soulignent avant tout **la nécessité de voir émerger des acteurs européens capables de rivaliser avec les leaders internationaux**, condition essentielle pour réduire leurs dépendances.

Derrière ce levier central, **les incitations financières ou fiscales (22 %) apparaissent comme un facteur déterminant**, permettant de compenser les coûts de transition associés à ces transformations. Par ailleurs, **les initiatives collectives ou sectorielles (24 %) sont également perçues comme un levier important**, en offrant la possibilité de **mutualiser les efforts et d'accélérer les transformations**. Les entreprises se déclarent ainsi **disposées à renforcer la coopération et la collaboration** pour réduire leurs dépendances numériques.

Enfin, **l'accès aux compétences spécialisées demeure un frein identifié (14 %)**, confirmant que **le manque d'expertise constitue un obstacle réel à la mise en œuvre**, même s'il apparaît **secondaire par rapport à la maturité des solutions et aux conditions économiques de leur adoption**.

Quels leviers seraient les plus utiles pour accélérer la résilience et l'autonomie numériques de votre entreprise ?



Une question ? Contactez-nous !



Imène Kabouya
Partner IA et souveraineté
numérique



Maxence Demerle
Directrice du numérique



WAVESTONE

Mouvement
des **Entreprises**
de **France** 